

TRENDS OF LABOUR FORCE IN THE EUROPEAN UNION (2000-2025) AND INTERNATIONAL MOVEMENTS OF MANPOWER. FIRST OUTLOOK.

Serge FELD*

Université de Liège

1. Summary and Introduction

1.1 De nombreuses questions aussi bien théoriques que factuelles se posent actuellement concernant les interactions entre les évolutions démographiques et la force de travail. Si l'on se limite à l'aire géographique comprenant les 15 pays de l'Union Européenne envisagés sur l'horizon d'une génération, soit 25 ans, quelle sera l'ampleur et l'impact des changements démographiques prévisibles? D'abord, le déclin démographique sera-t-il très prononcé, touchera-t-il tous les pays et se répercutera-t-il sur le volume de la main-d'œuvre? Autrement dit, doit-on réellement prévoir un déficit substantiel de la main-d'œuvre, et dans ce cas quelle serait son importance dans les divers pays et à quel moment surviendrait t-il?

Ensuite, face à ce risque, le recours à l'immigration massive s'impose-t-il? Dans quelle mesure, les niveaux actuels des flux migratoires s'avèrent-ils suffisants (ou encore insuffisants ou excessifs) pour compenser la tendance à la stagnation du volume de la force de travail là où elle se manifeste? Celle-ci dépend en partie des déterminants démographiques mais aussi, pour une large part, des facteurs de comportements qui influencent les taux de participation au marché du travail des différentes composantes de la main-d'œuvre. Il est par conséquent important d'apprécier la part respective de ces facteurs pour tenter de dégager des tendances divergences ou convergences qui impliqueront des politiques d'emploi et des politiques migratoires différenciées selon les pays.

1.2 Les mouvements migratoires internationaux vont-ils jouer un rôle d'ajustement prépondérant dans ce contexte de globalisation de l'économie? En valeur absolue, les migrants ne représentent que 2,3% de la population mondiale et sur la période 1965 à 1996, le nombre de migrant a progressé à un rythme annuel de 2,5% (Zlotnik, 1998). Les données les plus récentes du SOPEMI pour l'Europe occidentale indiquent l'amorce d'un léger renversement de tendance depuis 1997 après une nette diminution des flux d'entrées régulières au cours des années précédentes. Pour la première fois depuis très longtemps cependant, le solde est négatif ces 2 dernières années pour l'Allemagne, principal pays d'immigration au cours de la dernière décennie. Rien ne permet, pour le moment, de considérer que l'on entre dans une phase nouvelle d'accélération et d'intensification des mouvements migratoires. Ainsi, Stalker (2000) considère que la globalisation de l'économie, caractérisée par une multiplication des échanges des biens, des services et des mouvements de capitaux aurait pour effet de générer un accroissement substantiel des mouvements

* Département d'économie, (GRESF, groupe de recherches socio-économiques de la population) 7 bd du Rectorat bat B31 4000 Liège, Belgium [S.Feld@ulg.ac.be]

migratoires internationaux. Selon d'autres chercheurs, cette tendance ne se vérifie pas (Tapinos 1998, p14) «parce que les effets d'interaction entre la migration et la mondialisation, diversifiés et contradictoires, ne permettent pas de dégager une tendance d'évolution indiscutable».

1.3 Globalement, en ce qui concerne la population totale, on peut relever pour l'ensemble de l'Europe des 15, selon les scénarios médians d'Eurostat (cfer Tab2 §2), une augmentation de 10 millions d'individus de 376 millions à 386 millions entre 2000 et 2025 soit une croissance annuelle moyenne très faible mais néanmoins positive de 0,10%. La population active, quant à elle, diminue de 175,82 millions à 172,96 millions, soit une diminution de 2,86 millions ou 1,6 % en 25 ans. Cette quasi-stagnation sur un ¼ de siècle recouvre évidemment des situations nationales très contrastées (cfer §3 Graph1 et Tab4). Les chiffres que nous présentons ne s'inscrivent pas dans le courant alarmiste alimenté par les commentaires suscités par le rapport «Replacement Migration : Is it a Solution to Declining and Ageing Population?» (UN 2000). Trois types de raisons expliquent cette divergence : 1° Plusieurs des scénarios du rapport de l'Onu examinent des objectifs liés aux problèmes du vieillissement de la population et du financement des retraites qui ne sont pas envisagés ici¹ 2° seul le scénario IV concerne la population *potentiellement* active, soit le groupe d'âge des 15-65 ans, il s'agit donc d'un ratio démographique qui ne tient pas compte des modifications des taux de participation à la population active 3° l'horizon des projections se situe à 2050 alors que l'on se limite ici à 2025. Or, manifestement, c'est après cette date que l'évolution démographique se marquera avec le plus de vigueur. Si, par contre, on retient le scénario I avec la variante médiane de l'ONU, la population en '*âge d'activité*' se réduit entre 2000 et 2025 de 2% mais dans une hypothèse de solde migratoire moyen de 300.000 migrants par an. Ces chiffres sont donc en concordance avec le scénario médian d'Eurostat qui avec un solde migratoire de +/- 600.000 migrants assure un quasi-maintien du volume de la population active.

1.4 Prévoir l'évolution de la population active de l'Europe des 15 offre une vue d'ensemble intéressante mais qui a l'inconvénient d'occulter des situations très contrastées entre pays. Le mouvement général de convergence des comportements démographiques en Europe occidentale, qui a commencé il y a longtemps, est très loin d'avoir abouti à une homogénéisation des caractéristiques des populations nationales des pays-membres. Ces différences restent considérables tant en ce qui concerne les paramètres démographiques qu'économiques. Ainsi, le TFR de l'Espagne est-il de 1,19 alors que celui de l'Irlande est de 1,89. Pour L'E₀ masculine, l'éventail va de 77,3 ans en Suède à 72,0 ans au Portugal. Ces indicateurs se concrétisent par des ratios de structure de population assez diversifiés, les pays s'étant engagés dans le processus de vieillissement à des moments et à des rythmes différents. En ce qui concerne la participation au marché du travail, on observe des divergences encore plus considérables surtout pour ce qui concerne les taux d'activité féminins. Ainsi, peut-on relever les deux situations extrêmes suivantes: en 1995, le taux d'activité (entre 15 et 75 ans) se situait à 36,7% en Italie et à 67,1% en Suède. Il en résulte naturellement que certains pays de l'Union européenne n'auront aucune difficulté à garantir une croissance continue du volume de leur main-d'œuvre au cours des 25 prochaines années alors que d'autres seront confrontés à une stagnation et pour certains d'entre eux à une légère diminution. On peut supposer que le poids de cette contrainte fera sentir très différemment entre les pays, la nécessité, l'importance et l'ampleur du recours aux flux migratoires.

¹voir à ce sujet « Expert group Meeting on Population Response to Population Ageing and Population Decline » (UN/POP/PRA/2000)

1.5 Le problème plus général de la mobilisation de la main-d'œuvre en Europe s'inscrit actuellement dans une préoccupation de financement des retraites. Les taux d'activité sont particulièrement bas dans certains pays et l'un des objectifs majeurs du Sommet de l'Union européenne de Lisbonne a consisté à proposer des moyens pour atteindre un taux d'activité de 70% en 2010. Dans ce contexte, l'éventail des politiques est assez vaste, depuis les mesures de politiques familiales permettant de faciliter la participation des mères au marché du travail que des dispositions destinées à réduire les incitations financières accélérant la sortie prématurée des hommes de plus de 50 ans de la vie professionnelle. Ces programmes ciblés sur les jeunes, sur les travailleurs plus âgés et sur les femmes couvrent un champ d'intervention social, politique et économiques face auquel des ajustements par la politique migratoire apparaissent secondaires.

Deux conclusions résultent de cette approche synthétique. Premièrement, il sera malaisé, en fonction des situations démographiques contrastées et des importantes divergences de taux d'activité entre les pays, d'aboutir à moyen terme à une politique communautaire commune en matière migratoire. Face à des caractéristiques nationales très hétérogènes de l'offre de travail, il y aura de nombreuses difficultés à dégager un consensus sur une nouvelle politique migratoire des 15 pays. Deuxièmement, les hypothèses migratoires retenues dans le scénario médian d'Eurostat utilisé dans ce travail, sont très proches de la tendance moyenne des flux migratoires enregistrés au cours de ces 10 dernières années. Par conséquent, il semble qu'il serait suffisant de poursuivre cette tendance, toute révision substantielle des politiques migratoires apparaissant inutile.

2. L'évolution de la population totale

Il peut être utile, dans une première démarche, s'agissant d'une analyse comparative des populations de chacun des 15 pays-membres, de présenter les données fournies par les principaux organismes non gouvernementaux. Ceux-ci ne s'écartent d'ailleurs beaucoup des données réalisées par les instituts statistiques nationaux. A titre de contrôle, les données observées relevées en 2000 par Eurosignal sont comparées aux calculs de la projection «baseline» établies à partir des données de la population en 1995. Le délai de 5 ans, assez court, permet néanmoins de vérifier que les différences sont minimales : pour l'ensemble de l'UE, on constate une légère surestimation de 0,05%. Les deux cas extrêmes concernent la France, avec une surestimation de la projection de 0,77 % et l'Italie avec une sous-estimation de 0,16%. Eurostat propose 3 scénarios d'évolution démographiques; low, baseline et high. On a retenu ici le scénario «baseline» qui essentiellement prolonge les tendance actuelles et qui se rapproche des prévisions faites par les Instituts de prévisions de chacun des pays².

Le Tab2 montre que sur la période de 25 ans la population de l'EU-15 augmente de 10 millions soit un taux d'accroissement annuel moyen de 0,10%. Seuls l'Italie, (dont la population diminue à partir de 2000) et l'Espagne (à partir de 2012) ont des chiffres très faiblement négatifs.

² **TFR (2000-2025)** : Austria (1,31-1,47), Belgium (1,54-1,75), Denmark (1,77-1,80), Finland (1,73-1,70), France (1,73-1,80), Germany (1,40-1,50), Greece (1,34-1,54), Ireland (1,89-1,82), Italy (1,22-1,45), Luxembourg (1,72-1,80), Netherlands (1,71-1,78), Portugal (1,53-1,70), Spain (1,19-1,45), Sweden (1,50-1,74), United Kingdom (1,72-1,80).

EpMales (2000-2025) : Austria (74,98-77,86), Belgium (74,82-79,23), Denmark (74,19-77,91), Finland (73,92-78,09), France (74,80-78,82), Germany (74,74-78,70), Greece (75,91-79,69), Ireland (74,02-77,78), Italy (75,50-79,56), Luxembourg (74,39-79,38), Netherlands (75,49-78,75), Portugal (72,04-76,13), Spain (74,89-77,55), Sweden (77,33-79,54), United Kingdom (75,21-78,87).

EpFemales (2000-2025) : Austria (81,17-83,52), Belgium (80,94-84,38), Denmark (78,97-81,61), Finland (81,10-84,03), France (82,83-85,88), Germany (80,82-83,94), Greece (80,96-83,97), Ireland (79,42-82,78), Italy (81,95-84,96), Luxembourg (80,81-84,16), Netherlands (80,86-83,63), Portugal (79,19-82,57), Spain (82,10-84,52), Sweden (82,02-83,94), United Kingdom (80,03-83,61).

Par contre, la projection de l'UN donne des chiffres plus bas. Elle indique une diminution globale pour l'EU-15 de 5 millions et seuls le Danemark, la France, l'Irlande, le Luxembourg les Pays-Bas et le Royaume-Uni connaissent une croissance modérée de leur population.

Tableau 1 : Population 2000 – Différentes sources

	Population au 1/1/2000 NATIONS UNIES ⁽¹⁾	Population au 1/1/2000 INED ⁽²⁾	Population au 1/1/2000 EUROSTAT ⁽³⁾	Projections de population 2000 EUROSTAT ⁽⁴⁾
Austria	8 080 000	8 102 557	8 091 800	8 089 187
Belgium	10 249 000	10 239 557	10 239 000	10 223 128
Denmark	5 320 000	5 330 020	5 330 000	5 332 247
Finland	5 172 000	5 171 302	5 171 300	5 172 569
France	59 238 000	59 225 683	58 746 500	59 198 595
Germany	82 017 000	82 164 720	82 164 700	82 138 397
Greece	10 610 000	10 545 678	10 545 700	10 542 404
Ireland	3 803 000	3 776 577	3 775 100	3 775 974
Italy	57 530 000	57 679 955	57 680 000	57 588 170
Luxembourg	437 000	435 700	435 700	434 254
Netherlands	15 864 000	15 863 950	15 864 000	15 859 184
Portugal	10 016 000	9 997 550	9 997 600	10 002 463
Spain	39 910 000	39 441 679	39 441 700	39 432 336
Sweden	8 842 000	8 861 426	8 861 400	8 861 628
United Kingdom	59 415 000	59 623 406	59 623 400	59 520 998
UE-15	376 503 000	376 459 760	375 967 900	376 171 534

Sources : (1) United Nations Population Division, *World Population Prospect : The 2000 Revision, Highlights*

(2) ODE

(3) Eurostat, Statistiques en bref, *Population et conditions sociales*, 10/2000, «Premiers résultats de la collecte de données démographiques pour 1999 en Europe ».

(4) Calculs

Les hypothèses de fécondité du scénario baseline prévoient une reprise légère de la fécondité nettement plus prononcée que celles retenues dans l'hypothèse médiane de l'UNO qui correspond plutôt au scénario «low» d'Eurostat. De même, les prévisions de gain d'espérance de vie sont plus optimistes dans les scénarios Eurostat.

Une remarque qui nécessiterait des développements ultérieurs sera brièvement évoquée dans ce contexte : la 4^{ème} colonne du Tab2 totalise le solde migratoire net en 2025 (622.000 migrants) de chacun des pays en question. Ces flux doivent être pris en compte dans les calculs de la variation annuelle de la population réalisés pour les projections des 15 pays en question. Cependant, ce solde ne correspond pas à l'apport migratoire extérieur à l'EU. Il comprend en effet des flux entre pays européens et dans la perspective globale d'évolution de la population européenne, ils doivent être assimilés à des migrations internes. Il conviendrait donc de prendre en compte uniquement les soldes de migrants extra-communautaires dans l'estimation de la variation de la population totale de cet ensemble régional.

3. Le volume de la population active dans l'Europe des 15 en 2025

Le scénario d'évolution de la population active que l'on propose combine l'hypothèse «baseline» démographique d'Eurostat et un scénario «median» de légère progression des taux d'activité dans chacun des 15 pays. Les données sont désagrégées par pays, par sexe et par catégorie d'âge d'un an pour chacune des 25 années.

Tableau 2 : Population 2025

	Population au 1/1/2025 NATIONS UNIES⁽¹⁾	Projections de population au 2025 EUROSTAT	Taux d'accroissement annuel moyen de la population (en %)	Migration nette en 2025
Austria	7 605 000	8 159 020	0,03	20 000
Belgium	10 205 000	10 529 973	0,12	15 000
Denmark	5 359 000	5 603 020	0,20	10 000
Finland	5 138 000	5 317 472	0,11	5 000
France	62 753 000	63 336 194	0,27	50 000
Germany	78 897 000	82 817 741	0,03	200 000
Greece	10 149 000	10 761 301	0,08	25 000
Ireland	4 745 000	4 533 312	0,73	5 000
Italy	52 364 000	55 069 404	-0,18	80 000
Luxembourg	576 000	514 840	0,68	2 000
Netherlands	16 571 000	17 519 422	0,40	35 000
Portugal	9 831 000	10 602 554	0,23	25 000
Spain	37 395 000	39 093 032	-0,04	60 000
Sweden	8 518 000	9 213 430	0,16	20 000
United Kingdom	61 243 000	62 795 388	0,21	70 000
UE-15	371 349 000	385 866 103	0,10	622 000

Sources : (1) United Nations Population Division, *World Population Prospect : The 2000 Revision, Highlights; pp28-33.*

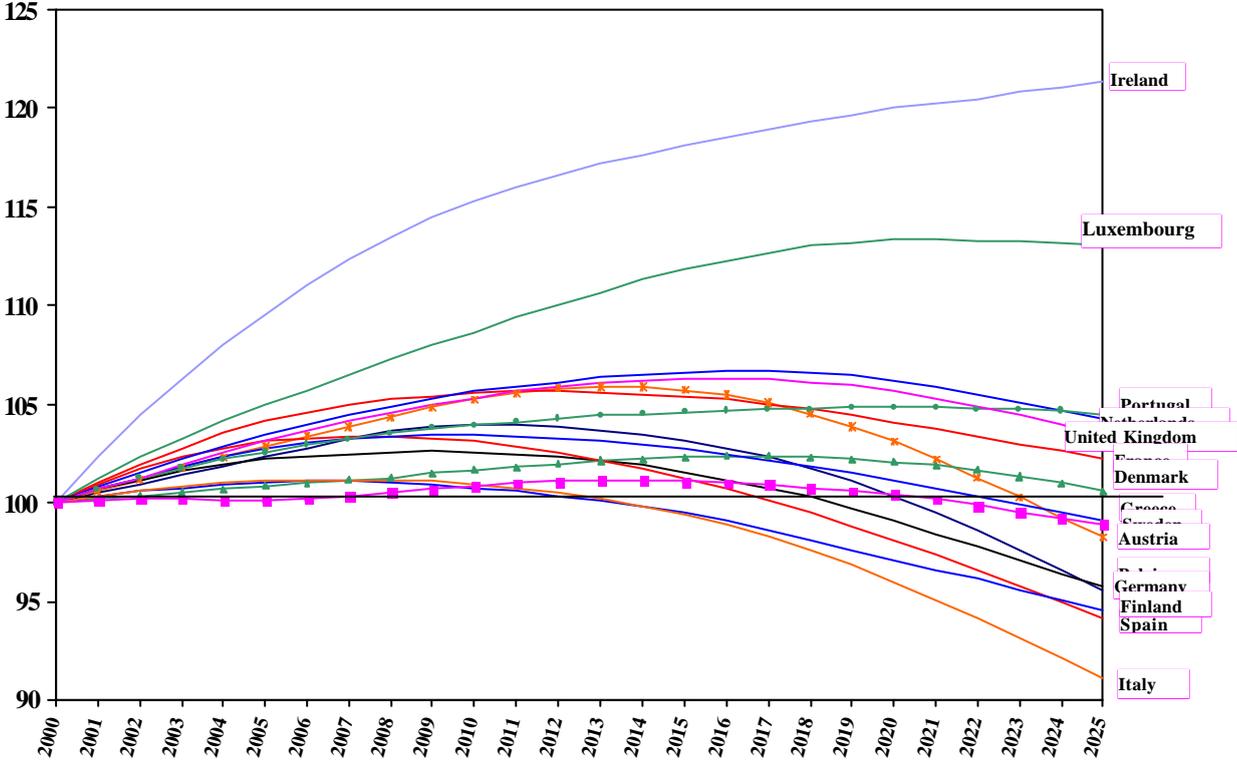
Le choix de cette combinaison d'un scénario démographique et d'un scénario d'activité « baseline » peut paraître trop « conservateur » mais constitue un axe général suffisamment fiable à partir duquel des hypothèses différentes peuvent s'élaborer et mettre relief les effets de différentes options de politique économique et sociale. Ce n'est que assez récemment que quelques rares recherches se sont consacrées aux projections de l'offre de travail dans pays européens. Ainsi, à partir de données précédentes d'Eurostat, Feld (2000) retient 2 scénarios qui balisent la trajectoire de l'évolution de la population active de ces pays jusqu'en 2020. Dans le scénario « démographie haute et taux d'activité bas » seuls 3 pays subissent une diminution de leur population à des moments différents : l'Italie dès la première année, la Belgique en 2004 et l'Allemagne en 2017; alors que la majorité des autres pays enregistrent une croissance de plus de 5%. Par contre, pour le scénario « démographie basse et taux d'activité haut », on constate une croissance de la population pour tous les pays entre 12% et 16% (avec des chiffres nettement plus bas pour l'Allemagne, la Belgique et l'Italie).

Les rapports entre des niveaux de fécondité sous le seuil du remplacement, l'offre de travail à long terme et l'immigration internationales ont faits des projections jusqu'en 2050 pour 16 pays industrialisés avec plusieurs combinaisons des valeurs des paramètres TFR, solde migratoire et taux d'activité (cfer McDonald and Kippen, 2001). Un de leur scénario envisage que les niveaux de fécondité restent constants, de même qu'une constance des flux migratoires à leur niveau actuels mais une croissance générale de taux d'activité, qui sur une période de 30 ans atteignent le niveau de la Suède. Avec ces hypothèses, tous les pays européens traités dans la projection de Mac Donald et Kippen enregistreront un accroissement de leur population active en 2025. Pour 2050 cependant, il est vrai que les situations sont plus contrastées.

Cette problématique a été explorée récemment lors de l' «Expert Group Meeting on Policy Response to Population Ageing and Population Decline» (UN,2000). On peut relever quelques pistes de réflexion qui se dégagent. Ainsi, Coleman (2000) examine les nombreuses alternatives à l'accroissement de l'immigration (tels que les pensions, l'accès à la retraite, la productivité du travail, la politique familiale et changements de fécondité). Lesthaeghe (2000) distingue nettement deux horizons temporels ; le premier jusque 2025 où les mises en œuvre de politiques économiques appropriés permettent de faire face partiellement au déclin de la population et le deuxième entre 2025 et 2050 où les contraintes de la démographie pure l'emportent et impriment fondamentalement les tendances lourdes de l'avenir des populations européennes. De son côté, Tapinos (2000) expose l'impact des changements démographiques sur le marché du travail et les systèmes de sécurité sociale.

Les données que l'on présente au graph1 réalisé à partir de sources homogènes et d'une méthodologie commune pour tous les pays fournit d'emblée un ensemble d'indications essentielles (de Jong and Broekman, 2000). A l'exception de l'Irlande et du Luxembourg d'une part et de l'Italie d'autre part, tous les autres pays s'inscrivent dans une tendance globale assez étroite qui se situe entre + 5% et-5% de variation de la population active en 2025 par rapport à 2000. Globalement, la population active connaît un taux de croissance positif jusqu'au moins en 2012 et 2014. Bien entendu, l'impact de la démographie et du taux de participation influence différemment la tendance dégagée pour chacun de ces pays.

Graph 1 : Labour force projections for 15 countries of EU, 2000-2025 (2000=100)



L'année à partir de laquelle la population active retrouve le niveau atteint en 2000 constitue également une indication utile de l'urgence des contraintes qu'imposerait le calendrier sur les ajustements nécessaires à cause d'une éventuelle diminution de l'offre de travail (Voir Tab3). Il convient cependant de rappeler que l'on se situe vers la fin d'une période sans précédent au cours des dernières décennies durant laquelle la population active a connu des taux de croissance très élevés et réguliers. Pour l'année de base 2000 retenue pour les projections, le volume de la population active de chacun des pays de EU-15 s'élève à un niveau jamais atteint dans le passé.

On peut souligner que 3 pays, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne représentent à eux seuls près de 5 millions de la diminution du volume de la population active de l'EU-15 qui baisse au total de 2.860.000 actifs. Les données présentées au graph 2 en annexe permettent de dégager clairement des catégories de pays. Ainsi, les pays du Nord où la population active féminine est plutôt importante sont ceux qui connaissent une progression globale positive de la population active totale. A l'inverse, les pays du Sud qui connaissent le déclin le plus important sont ceux qui échouent à mobiliser la main-d'œuvre féminine. On peut aussi se référer au tab5 ci-dessous et distinguer 3 groupes; le premier où la part de la main-d'œuvre féminine dans le total est supérieure à 45%; le 2^{ème} où cette part se situe entre 44% et 40% et le 3^{ème} où elle descend à environ 38%.

Il convient donc de départager l'impact respectif des diverses composantes de la variation de la population active au cours des 25 prochaines années

Tableau 3 : Année à partir de laquelle la population active retombe à son niveau de 2000

COUNTRY	YEAR
Austria	2024
Belgium	2019
Denmark	Après 2025
Finland	2014
France	Après 2025
Germany	2021
Greece	2023
Ireland	Après 2025
Italy	2014
Luxembourg	Après 2025
Netherlands	Après 2025
Portugal	Après 2025
Spain	2018
Sweden	2022
United Kingdom	Après 2025
EU- 15	2023

4. Les facteurs de variation de la population active

Deux types de facteurs déterminent le volume de la population active. La comparaison de leur impacts respectifs selon les pays et selon les époques apporte des éclairages intéressants sur la capacité des diverses sociétés de conjuguer les déterminants démographiques et économiques. La population active dépend d'abord, on l'a vu de la fécondité, de l'espérance de vie et des flux migratoires, d'autre part, elle résulte également du niveau de participation au marché du travail des divers groupes de la population, tels que les jeunes, les actifs adultes, les actifs âgés, les femmes actives. Elle dépend finalement de facteurs institutionnels tel que l'âge obligatoire de la scolarité ou l'âge de la retraite .

On se limitera ici à présenter l'effet des 2 principaux déterminants ; la démographie et la participation au marché du travail, de manière globale, sans désagréger au niveau des composants plus fins.

Il convient d'abord de souligner qu'entre 1985 et 2000, l'augmentation moyenne annuelle de 0,7% de la population active de l'EU-15 était totalement le résultat de la croissance démographique, les taux de participation n'ayant eu qu'un effet nul et dans plusieurs cas un effet négatif. Cette évolution s'inverse complètement puisque dans le scénario proposé ici ou l'effet démographique est presque partout négatif³. Le tab 4 montre dans quelle mesure et pour quels pays l'effet de comportement compensera suffisamment l'effet démographique négatif pour assurer une croissance, quels sont les pays où la compensation sera juste suffisante pour maintenir le statu quo et les cas où la compensation sera manifestement insuffisante pour empêcher la décroissance de la population active.

La question principale est, par conséquent, d'examiner la valeur des hypothèses qui tablent sur une inversion de la tendance à la diminution des taux de participation. Plusieurs remarques méritent d'être faites. Ainsi le déclin récent des taux d'activité s'explique par des facteurs qui ont probablement déjà sorti tous leurs effets au cours des 10 dernières années tels que la chute de la participation des jeunes de 15 à 24 ans et la forte diminution de la participation des hommes et des femmes de 55 à 64 ans qui se situe en 1999 à 41,7%. (OECD, 2000 p221). Les programmes de préretraites destinés à éviter le chômage des travailleurs âgés touchés par les grandes restructurations dans l'industrie et les services ont probablement atteint leurs limites. On peut s'attendre, en outre, à ce que l'augmentation du niveau général d'éducation influence positivement les taux de participation des catégories les plus âgées des prochaines générations. Ainsi, peut-on déjà relever que dans l'UE, pour la catégorie d'âge 55 à 64 ans, 46% des hommes avec une éducation de base étaient actifs en 1997, ce pourcentage passant à 63% pour ceux qui avaient un niveau secondaire et à 67,5% pour ceux qui avaient un niveau universitaire. Pour les femmes, la différence est encore plus marquée : 22,5% seulement d'actives pour celles qui ont une éducation de base et 52% pour les universitaires (Employment in Europe, 1999). Le taux de non-emploi est relativement élevé et l'Union européenne lors du sommet de Lisbonne a fixé des objectifs ambitieux. Ainsi, le Programme pour l'emploi envisage d'atteindre un taux moyen d'activité de 70% en 2010 et de 78% en 2040, pour tous les pays (Fotakis, 2000).

Tableau 4 : Décomposition de la variation de la population active en un effet démographique et un effet de comportement

	Population active		Variation de la population active		Effet démographique	Effet de comportement
	2000	2025	Chiffres absolus	%		
Austria	3 976 460	3 904 993	-71 467	-1,80	-10,32	8,52
Belgium	4 345 953	4 159 787	-186 166	-4,28	-9,63	5,34
Denmark	2 890 754	2 908 517	17 763	0,61	-3,27	3,88
Finland	2 501 670	2 366 524	-135 145	-5,40	-10,15	4,74
France	27 263 090	27 861 902	598 812	2,20	-4,18	6,38
Germany	40 058 039	38 276 876	-1 781 163	-4,45	-10,10	5,65
Greece	4 684 952	4 639 665	-45 286	-0,97	-4,80	3,84
Ireland	1 680 197	2 038 489	358 292	21,32	15,83	5,49
Italy	23 717 571	21 587 539	-2 130 031	-8,98	-16,87	7,89
Luxembourg	182 143	205 997	23 854	13,10	5,03	8,06
Netherlands	7 757 414	8 084 807	327 393	4,22	-3,86	8,08
Portugal	4 995 500	5 221 617	226 116	4,53	0,96	3,57
Spain	17 359 071	16 336 449	-1 022 622	-5,89	-10,12	4,23
Sweden	4 436 228	4 385 370	-50 857	-1,15	-1,17	0,03
United Kingdom	29 978 615	30 985 138	1 006 522	3,36	-0,69	4,05
EUR-15	175 827 656	172 963 670	-2 863 987	-1,63	-7,15	5,53

³ (exception le Luxembourg mais l'apport migratoire est fondamental dans l'offre de travail de ce pays et l'Irlande)

5. La composition de la population active future

La structure par âge et par sexe de la population active de ces 15 pays va évidemment se modifier au terme de cette période de 25 ans. Dans la mesure où l'on a adopté un scénario « baseline » qui prolonge les tendances actuelles, on ne peut pas s'attendre à des bouleversements dans la répartition par sexe de la population active. Les pays où le taux de participation des femmes est déjà élevé ne disposent plus d'une réserve mobilisable de main-d'œuvre féminine et semblent avoir atteint leur limite supérieure. La répartition moyenne de la population active pour l'ensemble de l'EU 15 est de 56% d'hommes et de 44% de femmes. Les pays de l'Europe du Sud enregistrent des proportions nettement inférieures à cette moyenne européenne. Ce sont aussi ces pays qui connaissent une évolution négative du volume de leur population active. L'effort afin d'accroître la participation des femmes sur le marché du travail est faible. En fait, ces pays cumulent plusieurs inconvénients qui vont les handicaper au cours des prochaines années; ils subissent à la fois une démographie très faible avec des TFR parmi les plus bas du monde, ils ont des taux d'activité à tous les âges particulièrement bas et de même qu'un niveau de participation des femmes au travail relativement faible.

En ce qui concerne le processus de vieillissement de la population active, les situations sont extrêmement contrastées entre d'une part, les pays engagés depuis longtemps dans la transition démographique et d'autre part ceux qui ont connu une baisse importante et plus récente de la natalité. Le ratio des actifs -40/+40 reste stable en Suède et Finlande alors qu'il chute de moitié en Italie et en Espagne. Ce phénomène est inéluctable, les facteurs démographiques ne pouvant rien y changer. Ce n'est ni la fécondité ni l'espérance de vie au cours de ces 25 ans qui seraient en mesure de modifier ces ratios. Les flux migratoires quant à eux, ne peuvent avoir, comme on le sait, qu'un effet tout à fait marginal.

Tableau 5 : Variation de la composition de la population active selon le sexe et l'âge

	Population active masculine et féminine (en %)			Ratio -40/+40	
		2000	2025	2000	2025
Austria	Hommes	56,0	53,4	1,51	0,99
	Femmes	44,0	46,6		
Belgium	Hommes	57,0	55,2	1,35	1,07
	Femmes	43,0	44,9		
Denmark	Hommes	54,3	53,7	1,22	1,06
	Femmes	45,7	46,3		
Finland	Hommes	51,9	52,1	1,00	1,00
	Femmes	48,1	47,9		
France	Hommes	54,1	53,0	1,22	1,05
	Femmes	45,9	47,0		
Germany	Hommes	56,5	55,2	1,20	0,91
	Femmes	43,5	44,8		
Greece	Hommes	61,6	61,3	1,29	0,81
	Femmes	38,4	38,8		
Ireland	Hommes	60,8	60,8	1,65	1,12
	Femmes	39,2	39,2		
Italy	Hommes	61,4	60,9	1,40	0,83
	Femmes	38,6	39,1		
Luxembourg	Hommes	62,3	59,9	1,42	1,36
	Femmes	37,7	40,1		
Netherlands	Hommes	57,0	55,2	1,44	1,21
	Femmes	43,0	44,8		
Portugal	Hommes	54,6	53,6	1,26	0,79
	Femmes	45,4	46,4		
Spain	Hommes	60,7	60,8	1,58	0,79
	Femmes	39,3	39,2		
Sweden	Hommes	52,3	52,7	0,92	0,92
	Femmes	47,7	47,3		
United Kingdom	Hommes	55,0	53,9	1,28	0,99
	Femmes	45,0	46,1		
E-U 15	Hommes	56,9	55,9	1,29	0,94
	Femmes	43,1	44,1		

6. Immigration et population active

Quel est le rôle des flux migratoires dans l'évolution de la population active de l'Europe occidentale ? Les données présentées au Tab.6 donnent quelques indications mais surtout mettent en lumière des problèmes aussi bien méthodologiques que politiques. Globalement en 2025 le solde migratoire s'élève à 320.000 actifs. Il s'agit d'un flux annuel qui ne peut être valablement comparé à la variation totale en chiffres absolus de la population active de chacun des pays. En effet, celle-ci est en partie le résultat de l'incorporation des flux migratoires des 25 années précédentes. En plus, plusieurs simplifications inhérentes au scénario « baseline » devraient faire l'objet d'élaborations plus approfondies. D'abord, selon les hypothèses retenues, les flux migratoires ont une composition par âge identique à celle de la population des pays d'accueil. Ensuite, les niveaux d'activité des migrants sont les mêmes que ceux des nationaux. Enfin, le solde migratoire peut résulter de mouvements d'immigration et d'émigration d'ampleur très différente. Ainsi, un même nombre de migrants actifs peut, en fonction de l'importance des mouvements d'entrée et de sortie, des taux d'activité et de la composition par âge et par sexe des flux impliquer des mouvements migratoires d'ampleur fortement différents.

Il faut par ailleurs soulever un autre type de considérations lié à la diversité des situations particulières de chacun des pays concernant l'offre de travail, au cours des 25 prochaines années. Trois remarques peuvent illustrer cette diversité.

Premièrement, d'un point de vue géographique, des pays voisins connaîtront des situations très contrastées ; ainsi l'Espagne enregistrera un déficit de 1 million d'actifs alors que le Portugal aura un accroissement de 225.000 actifs ; l'Allemagne aura un déficit de 1.780.000 actifs et la France une croissance de +/- 600.000 actifs, la Belgique aura un déficit de 186.000 actifs et les Pays-Bas un accroissement de 327.000 actifs.

Deuxièmement, d'un point de vue historique, certains pays entreront dans une situation de déclin 10 ou même 20 ans avant d'autres pays (voir graph 1).

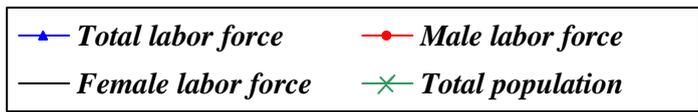
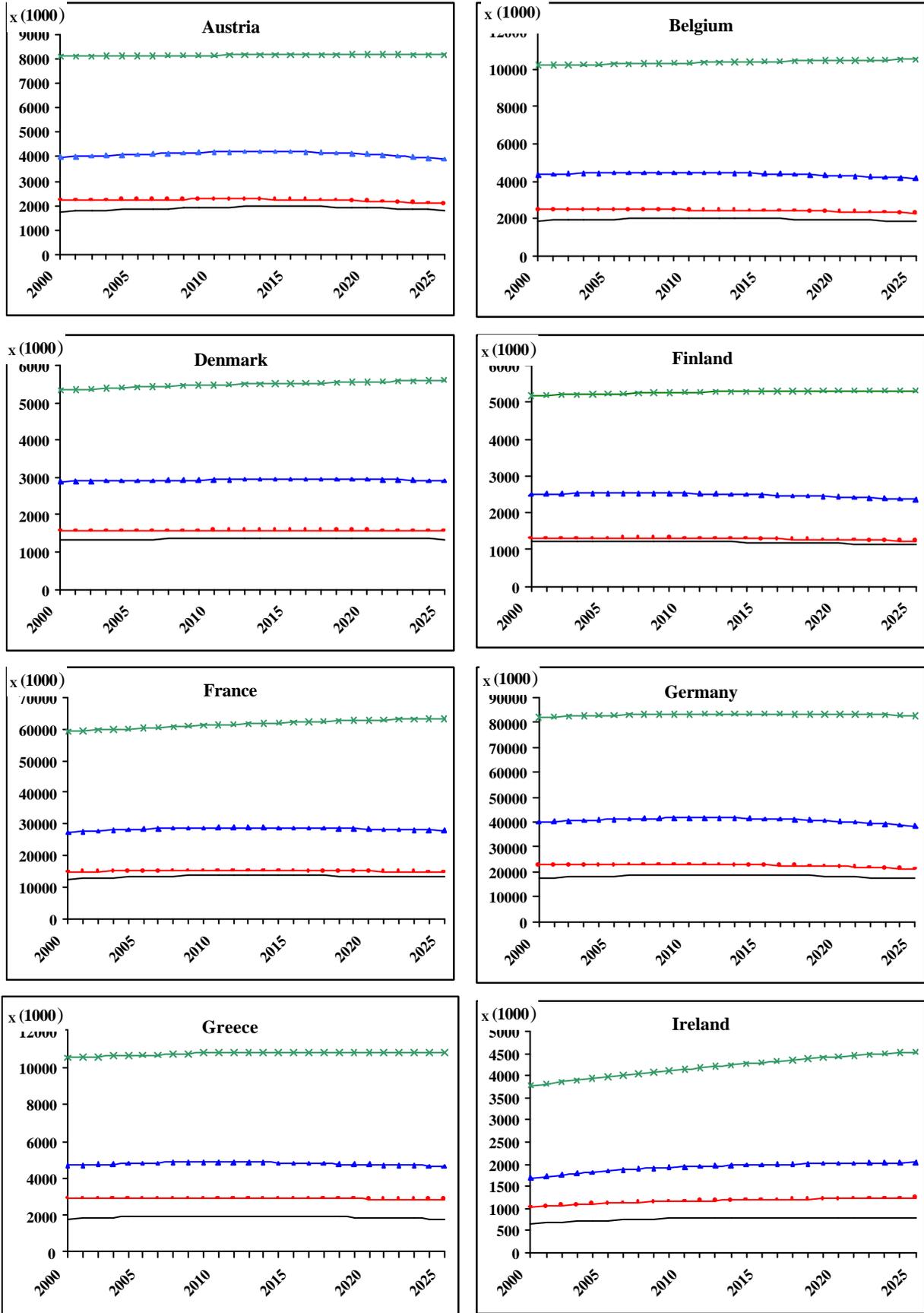
Troisièmement, d'un point de vue économique et social, les moyens mis en œuvre pour accroître le niveau de participation tels que l'encouragement au maintien en activité des travailleurs âgés et l'augmentation de l'activité professionnelle féminine donnent des résultats très divergents selon les pays.

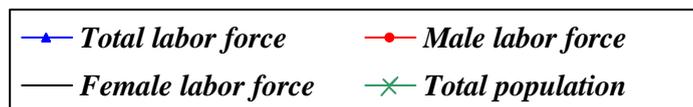
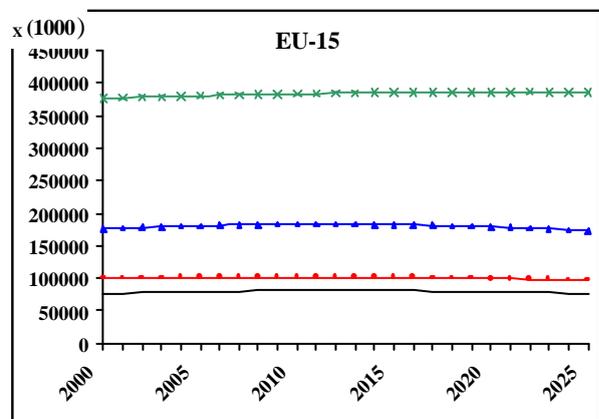
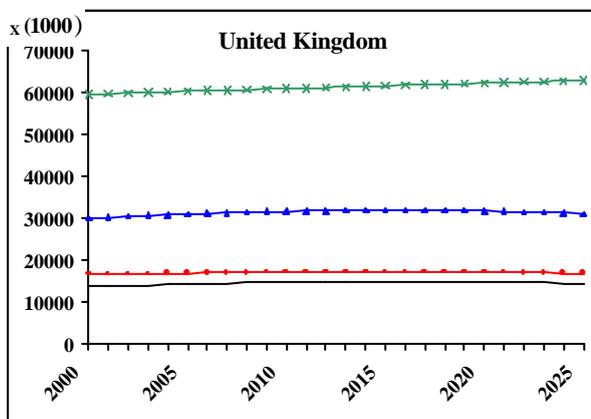
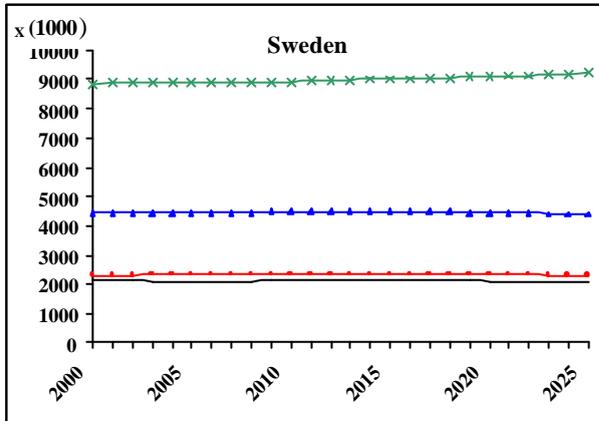
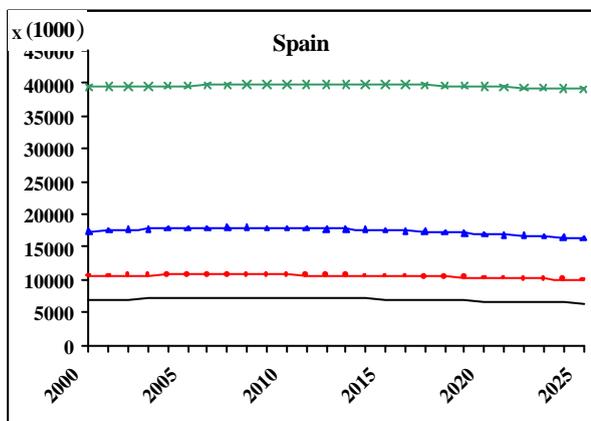
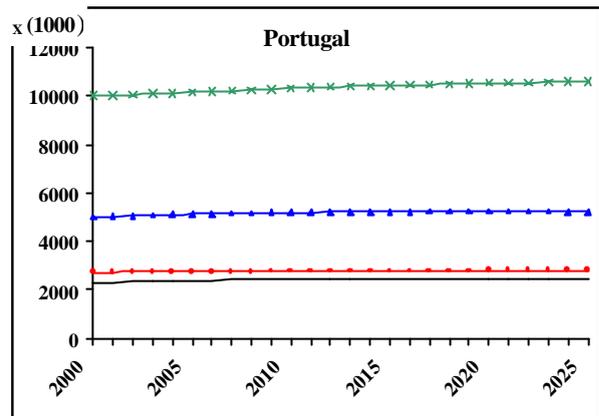
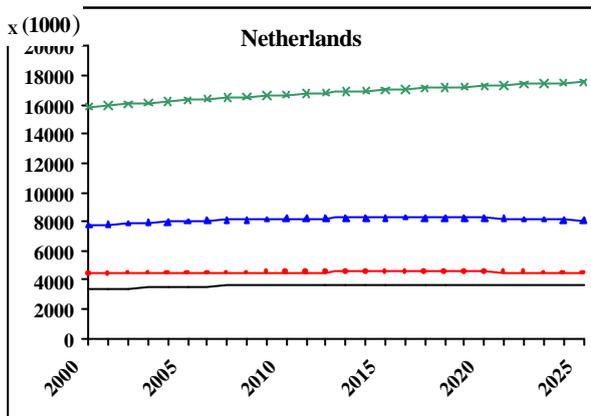
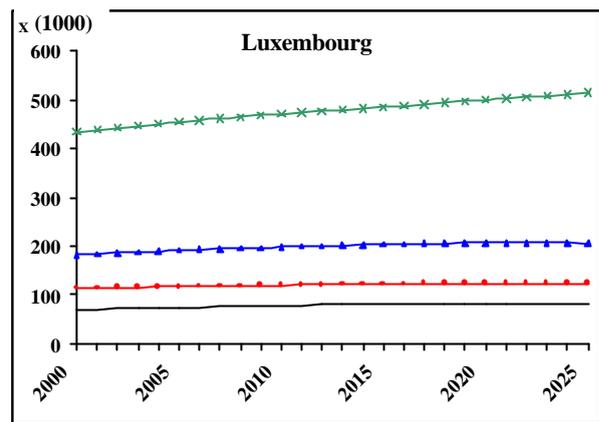
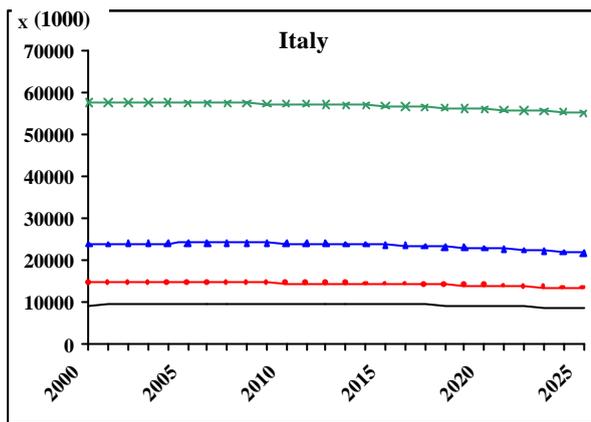
Tableau 6 : population totale active migrante, 2000 et 2025

PAYS	Population active	
	2000	2025
Austria	5 408	11 373
Belgium	4 720	6 944
Denmark	6 541	5 941
Finland	2 797	2 545
France	24 347	25 793
Germany	152 338	105 683
Greece	10 087	11 890
Ireland	9 400	2 693
Italy	21 770	36 385
Luxembourg	1 403	986
Netherlands	18 257	19 976
Portugal	5 980	12 420
Spain	14 303	28 044
Sweden	7 489	10 171
United Kingdom	50 302	39 098
EU- 15	335 143	319 942

APPENDIX

Graph 2 : Total population, total (and Male & Female) labour force 2000-2025





BIBLIOGRAPHIE

- COLEMAN, D., 2000. " " in Expert group Meeting on Policy Responses to Population Ageing and Population Decline, U.N, New York, UN/POP/PRA/2000/15.
- COMMISSION EUROPEENNE, 1999. *L'emploi en Europe, 1999*. Emploi et Affaires Sociales, Luxembourg, 156p.
- DE JONG A., BROEKMAN R., 2000, "National and Regional Trends in the labour Force in the European Union, 1985-2050". Eurostat, Population and social conditions, working paper, 3/2000/E/n°13.
- DE JONG A., "Long-term fertility scenarios for the countries of the European Economic Area". Eurostat, Population and social conditions, working paper, 3/1998/E/n°17.
- FELD, S., 2000. "Active Population Growth and Immigration Hypotheses in Western Europe". *European Journal of Population* 16 : 3-40.
- FOTAKIS, C., 2000. "Demographic ageing, employment growth and pensions sustainability in the EU : the option of Migration" in Expert group meeting on Policies Responses to Population ageing and Population decline, U.N, New York, UN/POP/PRA/2000/21, 16-18, october 2000, 13p.
- LESTHAEGHE, R., 2000. " " in Expert group Meeting on Policy Responses to Population Ageing and Population Decline, U.N, New York, UN/POP/PRA/2000/20.
- MC DONALD P. and Kippen R., 2001, "Labour Supply Prospects in 16 Developed countries, 2000-2050". *Population and Development Review* 27(1). March 2001, pp1-32.
- OCDE, 2000. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris, 242p.
- SOPEMI, 1999. *Tendances des Migrations Internationales, Rapport annuel 1999*, OCDE, Paris
- SOPEMI, 2000. *Tendances des Migrations Internationales, Rapport annuel 2000*, OCDE, Paris
- STALKER, P., 2000. *Workers without Frontiers. The impact of Globalisation on International Migration*, Genève, ILO, 161p
- TAPINOS, G., 1998. "Peut-on parler d'une mondialisation des migrations internationales?". *Conférence Internationale sur la mondialisation, les migrations et le développement*. DEELSA/ELSA/MA (98)2., Lisbonne, 13 novembre 1998, 25p.
- TAPINOS, G., 2000. " " in Expert group Meeting on Policy Responses to Population Ageing and Population Decline, U.N, New York, UN/POP/PRA/2000/4.
- UNITED NATIONS, 2000. *Replacement Migration*. New York, Population Division, ESA/P/W.P.160, 143p.
- ZLOTNIK, H., 1998. "International migration 1965-1996". *Population and Development Review* 24 (3) : 429-468